



L'illusion du revenu de base

Le Conseil fédéral a clairement rejeté l'initiative «pour un revenu de base inconditionnel». Ce projet est irresponsable, notamment sous l'angle économique. Les effets sur le marché du travail seraient fatals à la compétitivité internationale des entreprises suisses.

Le 5 juin prochain, les Suisses et les Suissesses sont appelés à se prononcer sur l'introduction d'un revenu de base inconditionnel. Les auteurs de l'initiative proposent que chaque adulte résidant en Suisse reçoive 2500 francs par mois – sans condition. Cette idée invite certes à une réflexion philosophique, mais la mettre en œuvre serait irresponsable.

Les auteurs de l'initiative se fondent sur toute une série d'hypothèses erronées. La première concerne les assurances sociales. Ils estiment ainsi qu'une fois que le revenu de base serait en place, elles pourraient être en grande partie supprimées, ce qui entraînerait des économies importantes. Cette prophétie ne se réalisera pas, car un grand nombre de personnes en Suisse touchent actuellement des prestations de l'assurance invalidité ou de l'assurance chômage qui dépassent nettement les 2500 francs.

Deuxièmement, ils affirment que la numérisation et l'automatisation supprimeront des dizaines de milliers d'emplois. Même si cela devait être le cas dans certaines branches, l'évolution générale de l'économie, en Suisse en particulier, tend dans une autre direction: nos entreprises hautement innovantes ne cessent de créer des emplois avec des profils nouveaux.

Et, troisièmement, le comité d'initiative fonde ses prévisions financières sur l'hypothèse selon laquelle le revenu de base ne modifiera pas durablement le marché du travail et le niveau des prix en Suisse. On peut dire que le projet est définitivement illusoire, car quelles seraient les raisons qui motiveraient encore une personne à exercer un emploi à temps partiel payé 2000 francs par mois si cela ne lui apporte rien de plus ou seulement un complément minime?

Des hausses d'impôts massives seraient nécessaires pour financer le revenu de base et entameraient fortement la compétitivité internationale de la Suisse. C'est pourquoi *economiesuisse* rejette fermement cette initiative.

> Pour plus d'informations sur le revenu de base, veuillez consulter le [blog de Monika Rühl](#), directrice d'*economiesuisse* ainsi que le [dossierpolitique n° 21 de 2012](#).

Finances et fiscalité compétitives



Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.